

# VI. Élargir le partenariat

## 1. Promotion de la coopération Sud-Sud

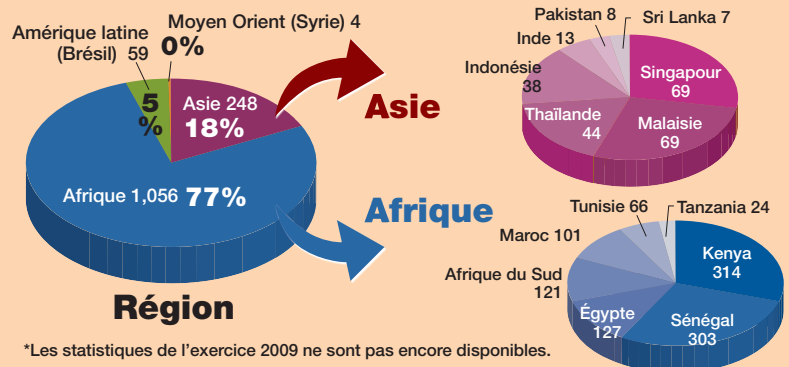
Depuis son lancement, la TICAD accorde une très grande importance à la coopération Sud-Sud, avalisée désormais par divers partenaires. Les principaux outils de la coopération triangulaire avec le Japon comprennent : la « Formation dans un pays tiers » et les « Experts d'un pays tiers », qui soutiennent la coopération Asie-Afrique, de même que la coopération au sein du continent africain, laquelle représente maintenant la majeure partie de ce type de coopération. Par exemple, les programmes phares de la TICAD IV, tels que le Programme de renforcement de l'enseignement des mathématiques

et des sciences (SMASE), le Programme de gestion intégrée de la qualité en faveur de meilleurs services hospitaliers, le Programme de « L'École pour Tous », la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), l'Initiative « Un Village, Un Produit » (UVUP) et l'Initiative « Postes frontières Juxtaposés » (OSBP) offrent des possibilités considérables pour la coopération triangulaire, et les composantes tripartites Asie-Afrique et Afrique-Afrique y sont toutes deux incorporées.

### Appui du Japon à la coopération triangulaire

Dans le cadre du Programme de 2008 de formation dans un pays tiers, 1 367 ressortissants d'Afrique subsaharienne (45 pays) ont participé aux soixante-douze formations organisées dans un pays tiers comme indiqué dans le Tableau ci-dessous. S'agissant de la coopération Afrique - Asie, des formations de la JICA se sont déroulées en 2008 et dans 7 pays d'Afrique, à savoir : Kenya, Sénégal, Égypte, Afrique du sud, Maroc, Tunisie et Tanzanie. En outre, un total de douze experts de pays tiers (Philippines : 1, Indonésie : 3, Brésil : 1, Kenya : 5 et Mali : 2) ont été dépêchés en Afrique subsaharienne dans la même année.

### Nombre de participants originaires d'Afrique subsaharienne au Programme de formation dans un pays tiers par région et pays d'Asie et d'Afrique (Exercice 2008)



### Coopération Japon-Brésil au Mozambique

Suite à la coopération fructueuse enregistrée dans la région du Cerrado au Brésil, devenue une des principales régions productrices de céréales au monde après vingt années d'assistance japonaise, le Japon, le Brésil et le Mozambique ont convenu, en septembre 2009, de coopérer au développement agricole dans la région tropicale de savane au Mozambique. L'étude conjointe a démarré au Mozambique sous la direction du Japon et du Brésil. Le contenu même de cette coopération sera décidé à la fin de l'étude conjointe en mars 2010.



Réunion des délégués du Japon, du Brésil et du Mozambique



Paysage antérieur dans la région du Cerrado (savane) au Brésil



Paysage actuel de la savane tropicale au Mozambique



Paysage actuel dans la région du Cerrado au Brésil

(Photos: JICA)

### Appui à la coopération triangulaire par les autres partenaires de la TICAD

#### ● PNUD:

Sur financement japonais, le PNUD contribue à promouvoir la coopération Asie-Afrique dans le cadre de programmes tels que le Forum Afrique-Asie pour les affaires ou le Réseau des universités de développement Asie-Afrique (AADUN).

#### ● La Banque mondiale:

A mis en place le Fonds fiduciaire pour le partage des expériences Sud-Sud (SEETF) afin de faciliter les échanges appropriés de connaissances et de savoir-faire entre les décideurs et les exécutants dans les pays en développement. Jusqu'à présent, vingt-six pays africains ont participé à dix échanges avec des pays d'Asie et d'autres pays d'Afrique en vue de partager leurs expériences. La coopération Sud-Sud est de plus en plus intégrée aux opérations de la Banque mondiale et constitue une composante-clé du programme de l'Institut de la Banque mondiale.



### ● **Banque africaine de développement (BAD):**

Avec le concours du gouvernement tunisien et de la JICA, des formations à la gestion et à la planification des finances publiques ont été organisées par la BAD, et celle-ci prévoit de mettre en place un fonds fiduciaire pour la coopération Sud-Sud.

### ● **Organisation asiatique de productivité (APO):**

L'APO transfère depuis 2006 des outils et techniques d'amélioration de la productivité développés en Asie aux membres de l'Association panafricaine de productivité (PAPA). La PAPA a démarré la coordination avec l'UA en 2009 pour promouvoir la productivité parmi ses membres. L'UA prévoit d'organiser en 2010 un atelier portant sur la productivité dans le secteur public auquel la PAPA contribuera en apportant son expertise dans le renforcement de la productivité collective avec le concours de l'OPA.

### ● **Thaïlande:**

Ce pays met activement en œuvre la coopération Asie-Afrique. Dans le domaine de l'agriculture, un projet de création d'un village modèle au Lesotho a été conduit avec succès en se fondant sur le concept d'économie autosuffisante et de théorie agricole innovante. Dans le secteur de la santé, des formations ont été organisées sur le développement de prothèses au Burundi et sur la gestion de l'adhésion à long terme aux thérapies antirétrovirales (ART) et à la prévention et la lutte contre le paludisme dans un plus grand nombre de pays africains.

## 2. Approfondir l'intégration régionale

L'engagement pris par le Japon pour l'approfondissement de l'intégration régionale intervient essentiellement dans le cadre de la promotion du développement des infrastructures régionales, des Postes frontières Juxta posés (OSBP) et de la coopération Sud-Sud intrarégionale. Le renforcement de cette collaboration avec l'UA et les communautés économiques régionales (REC) est activement recherché.

Au cours de 2009, la Banque mondiale, outre l'aide au transport régional et aux projets de production d'électricité, a apporté un soutien à plusieurs investissements nouveaux, à des travaux d'analyse et à une assistance technique destinés à promouvoir l'intégration régionale. De nouveaux investissements ont été approuvés pour les

infrastructures régionales liées aux TIC et la promotion de centres régionaux de recherche agronomique d'excellence en Afrique de l'Est ; la protection environnementale et le développement de moyens de subsistance dans les bassins du Nil et du Lac Victoria ; le renforcement des institutions régionales financières et de réglementation en Afrique centrale. Parmi les éléments phares des programmes d'appui analytique et technique figure l'étude sur le renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique australe et orientale dans le cadre de la libéralisation du commerce, de l'intégration régionale et de l'assistance technique à la COMESA et à la CEDEAO en vue de mettre en place des structures institutionnelles et de gestion pour leurs financements de nouvelles infrastructures.

## 3. Élargir le partenariat

### **Partenariats avec le secteur privé**

Comme indiqué dans la section « II.2. Commerce, investissement et tourisme », les efforts déployés afin de renforcer les partenariats public-privé se poursuivent. L'appui public aux activités commerciales, sous une nouvelle forme dite des « activités commerciales base de la

pyramide », qui a démarré, devrait se traduire à l'avenir par la diversification des activités des entreprises japonaises et des acteurs de la société civile associés au développement africain.

### **Collaboration avec la société civile**

La société civile a été étroitement associée au processus de la TICAD. Des délégués de la société civile du Japon et de l'Afrique ont participé aux réunions antérieures de la TICAD. La base de données sur le web créée par le Rapport annuel d'Activités de 2009 est accessible à toutes les parties concernées menant des actions conformes aux

objectifs du PAY. Cette année, les activités de sept nouveaux groupes de la société civile ont été enregistrées dans cette base de données. Il existe également un exemple unique de société civile africaine, à savoir la Commission civile pour l'Afrique (CCFA) qui contribue à suivre les projets hospitaliers de l'APD du Japon en Ouganda.

### **Coopération universitaire**

Une étude menée par le MECRST en 2007 a montré qu'un total de 140 accords bilatéraux de coopération (y compris des échanges d'étudiants, envoi de professeurs / chercheurs / personnel administratif, validation d'unités de valeur, recherche conjointe et bourses) avaient été conclus entre des universités japonaises, des universités et instituts africains.

La plupart de ces accords sont gérés indépendamment par chaque

université, même si certains sont liés à des projets ou programmes spécifiques mis en œuvre par le gouvernement japonais ou la JICA tels que le SMASE, l'E-JUST, le Programme de financement des centres de recherche sur les maladies infectieuses émergentes ou réémergentes, l'envoi de chercheurs en sciences et technologie, et le Programme de partenariat de recherche en sciences et technologie pour le développement durable.